

## Ce que déclenche le projet apocalyptique "Montagne d'or"

Écrit par Taubira Jean-Marie

Mardi, 12 Juin 2018 00:11 - Mis à jour Mardi, 12 Juin 2018 00:14

---

Le projet montagne d'or apparaît comme un révélateur de ce que la Guyane est la partie bananière de la République. C'est pire que la colonie. En tant que telle, elle s'inscrivait dans un processus légal de soumission par la logique de la relation « Dominant – Dominé », à charge pour les dominés de se soustraire à la domination. Là, il s'agit d'un territoire inscrit politiquement dans une logique de l'identité législative par le principe d'assimilation. Or, ce qui s'y passe est contraire à l'esprit de la République. Bien sûr, tous les citoyens de ce territoire ne sont pas dupes. Certains comprennent très bien que ce principe est illogique mathématiquement voire scientifiquement et qu'après un petit temps de réflexion, malgré la relative complexité de cette construction intellectuelle, il est difficile d'expliquer son sens. Cette configuration du territoire emprisonne l'autonomie intellectuelle et neutralise le sens de l'initiative. Elle favorise quasiment l'émergence de personnes se disant intellectuels et qui ne sont que les robots du système. Le rôle dévolu à ce système est de tourner en rond en donnant l'impression d'être en activité. Il s'ensuit que la société n'est pas conçue par ses propres acteurs, ses propres membres en tenant compte de tous les vecteurs censés l'animer. Notamment, le potentiel en matière de ressources naturelles, la Culture, la Tradition etc. Il s'agit d'une société passive par ses représentants qui confondent son administration et sa conception.

Ce projet scandaleux de la montagne d'or m'invite à souligner certains événements qui alimentent ma réflexion.

Georges Othily en sa qualité de Président du Conseil Régional de 1983 à 1992 prend l'initiative de lancer de grands travaux pour assurer le développement du territoire guyanais. Des infrastructures qui précèdent le développement. Il désenclave les communes de Mana et de Roura en faisant construire les ponts. Il pense à la jeunesse en faisant construire 3 lycées ; Melkior – Garré – Léon Gontrand-Damas – Bertène Juminer. Nous lui devons la 2X2 voies à l'entrée Sud de Cayenne, il met en place l'Observatoire Régional de Santé ; L'Agence Régional de développement culturel ; Il fait construire la Matourienne. Comme vous pouvez le constater il s'agit d'une démarche pour le développement du Pays. A ce jour, ces investissements sont visibles et très utiles. L'Etat français a refusé de contribuer au financement. La solidarité nationale n'a pas joué malgré le statut de la Guyane. Dans le même temps la France abandonnait une dette du Gabon à hauteur de 300 millions de francs. On peut déduire de cet

## Ce que déclenche le projet apocalyptique "Montagne d'or"

Écrit par Taubira Jean-Marie

Mardi, 12 Juin 2018 00:11 - Mis à jour Mardi, 12 Juin 2018 00:14

---

événement que l'Etat français n'est pas favorable au développement de notre territoire. Nonobstant le fait de ne pas bénéficier de la solidarité nationale, Le nouveau Président du Conseil Régional élu en 1992 accompagné du Préfet de Guyane ont fait une conférence de presse en début 1994 pour annoncer le nouvel emprunt contracté par l'institution régionale pour le financement des investissements. Depuis 1992 toutes les taxes ont été augmentées à leur maximum afin d'améliorer les recettes de la collectivité. C'est ainsi que tous les contribuables du seul territoire de la Guyane ont mis la main à la poche pour assurer le financement des investissements. Pendant dix ans la collectivité régionale va se consacrer à rembourser un emprunt sur des investissements qui ont une durée de vie d'au moins cinquante ans. Voici où commence le malheur de notre société, son non sens existentiel, le décalage du temps physique des deux événements.

Que penser aujourd'hui, lorsque l'on voit la mobilisation des principaux élus pour le projet de la montagne d'or. Un consortium qui n'a aucun intérêt sur le territoire, qui va générer un tas de dégâts environnementaux dont l'empoisonnement des sols et des cours d'eau en pillant nos minerais (Or etc.). De surcroît, ce projet va bénéficier de subventions alors qu'il s'agit en plus d'une opération relevant de l'activité privée. Quel est le sens de notre existence... Comment ne pas voir une grande injustice sociale...

Observez une chose. Le niveau des taxes correspondait à la sanction que l'Etat nous infligeait pour avoir pris la décision d'assurer le développement de notre territoire. Notre dignité nous a conduits à ne pas rouspéter, à ne pas nous plaindre vu notamment la manière dont la situation était présentée.

Puisque l'emprunt relatif aux investissements a été remboursé au bout de dix ans, pourquoi nos élus depuis 2004 n'ont pas mis autant de zèle pour ramener les taxes au niveau où elles étaient avant leurs augmentations exceptionnelles en tenant compte bien sûr de l'inflation. Depuis 2004 que payons-nous ? Quel emprunt remboursons-nous ? Quels investissements finançons-nous ? Pourtant, la CTG aujourd'hui qui s'est substituée aux deux précédentes collectivités ne dispose pas de capacité d'autofinancement.

Alors que la France se vante en Europe de mettre fin à l'exploitation des hydrocarbures d'ici 2040, Le ministre de la transition économique dit haut et fort qu'il est contre le projet de la montagne d'or mais, il précise que c'est aux guyanais de voir car, ils sont confrontés à un problème de chômage. Donc si je comprends bien, le projet doit durer 10 ans donc la réponse au chômage doit se faire sur dix ans et quels emplois ? Des emplois non-qualifiés, exposés aux risques chimiques. A-t-on pris en compte le coût des salariés qui seront à la charge du système de santé à cause des éventuels accidents du travail ? Enfin, sommes-nous un pays

## Ce que déclenche le projet apocalyptique "Montagne d'or"

Écrit par Taubira Jean-Marie

Mardi, 12 Juin 2018 00:11 - Mis à jour Mardi, 12 Juin 2018 00:14

---

indépendant pour que l'Etat qui a une haute responsabilité sur la dislocation de notre société s'exonère de ses obligations et nous livre au pouvoir des multinationales. Qui sommes-nous ? Où allons-nous ? Quel est le sens de notre existence ? Ce système pervers veut laisser croire que les guyanais cultivent l'assistanat alors que c'est l'Institution Républicaine qui invente l'assistanat institutionnel. Les guyanais n'en sont que les victimes. Regardez notre histoire, nos héros, ceux qui ont affronté le système, ceux qui ont pris des initiatives et qui l'ont payé cher, ceux-là que l'on peut qualifier de Résistants dans le vrai sens du terme.

En 2014, le Conseil d'Etat avait « enjoint au Premier ministre de prendre dans un délai de six mois le décret qui attribue à la CTG le transfert de compétences sur les titres miniers offshore ». Le 27 juillet 2016, toujours le Conseil d'Etat avait décidé une astreinte de 5000 € par jour si l'Etat ne justifiait pas avoir, dans un délai de trois mois, mis en place le décret dans les temps impartis sans fixer de plafond. Il s'agit du Conseil d'Etat. L'Etat prend 465 jours c'est-à-dire du 28/10/2016 au 4 février 2018 pour mettre en place le Décret. Dans la mesure où la décision du Conseil d'Etat n'était pas assortie d'un plafond, la condamnation devait déboucher sur la somme de  $465 * 5000 = 2\,325\,000\text{€}$  or, le 18 mai le Conseil d'Etat statuant au contentieux condamne l'Etat à 500 000€ en stipulant qu'il y a lieu de modérer le montant. Les 500 000€ ne représentent sensiblement que 22% de la somme. Le Président de la CTG s'est montré très satisfait. Il l'a même annoncé sur les media. Pourtant la modération de la somme représente 78%. Comment peut-on comprendre et espérer un développement du territoire ? Aucune hypothèse d'émancipation et d'autodétermination ne peut convenir dans ce cadre là.

Récemment le Président de la principale collectivité de Guyane se réjouissait de ce qu'il appelle une manne qu'il obtiendrait de Total d'un montant de 10 millions d'euros à rapprocher des revenus inconnus pour le moment de l'exploration et l'exploitation du pétrole offshore . Voilà ce qu'il appelle des retombées et pendant ce temps là, l'activité économique est pénalisée par le niveau de l'octroi de mer et les contribuables asphyxiés par les impôts et taxes indirects. Comment peut-on se réjouir de telles miettes ? Le budget de la CTG est de l'ordre de 800 millions. Nous avons entendu le Président exposer la situation du RSA qui est de l'ordre de 150 millions d'euros et qu'il souhaitait une négociation avec l'Etat. 10 millions rapportés à 800 millions représentent 1/80ème du budget soit 1,25%. A quoi ça sert d'avoir autant de ressources naturelles ?

Lorsque l'on sait les dégâts que va causer le projet apocalyptique de la Montagne d'or, il est clair que nous ne pouvons croire en ceux qui ont la responsabilité à la tête du Pays. Il n'est même pas nécessaire de parler de la rentabilité ou non de ce projet. Il suffit simplement de tirer les leçons de la configuration institutionnelle de notre territoire pour comprendre qu'accepter un tel projet c'est brader notre territoire et accepter la soumission. Nous sommes des humains complètement achevés donc dignes ou, nous sommes des hommes altérés capables d'épouser la soumission et donc indignes. A chacun de choisir.